

19 NOVEMBRE 2007

DECLARATION DE BARCELONE

IIIème CONGRES INTERNATIONAL SUR LES DROITS DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

Du 14 au 19 novembre 2007, dans le cadre du IIIème congrès international sur les droits de l'enfance et de l'adolescence, qui a eu lieu à Barcelona, en Espagne, nous nous sommes réunis cent trente quatre enfants et adolescents, de plus de vingt pays différents, afin d'échanger opinions, idées et solutions, sur des sujets qui nous touchent et nous intéressent. C'est pour cela que nous voulons vous communiquer nos propositions et conclusions sur les points suivants: PAUVRETE, SANTE, MALTRAITANCE, IDENTITE, EDUCATION et PARTICIPATION.

1.- PAUVRETÉ

La pauvreté a plusieurs visages, tous aussi différents les uns des autres. Aujourd'hui, suite à une analyse de cette réalité, nous, les enfants et les adolescents, nous sommes arrivés à la conclusion que ceci pourrait bien être évité.

Il y a une seule manière, et si nous y participons tous la pauvreté pourrait peut être disparaître.

En considérant la pauvreté comme un problème, tout est présenté comme une excuse, et face à cette situation, nous avons la solution.

A continuation, nous proposons cinq points sur la pauvreté qui ont été analysés pendant le congrès, et nous espérons que de ces derniers en sorte une réelle volonté de s'engager à concrétiser des actions efficaces de lutte contre la pauvreté.

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

Pauvreté : Violation des droits de l'homme

- Les gouvernements doivent s'investir dans la capacitation des parents.
Ceci inclut la formation professionnelle et personnelle. Cesser la guerre, investir cet argent dans la création de postes de travail et de meilleures opportunités pour étudier. Les gouvernements ont l'obligation de promouvoir la participation active dans la construction de la paix.
- Chaque nation doit favoriser la création d'organisations d'aide aux différents problèmes qui affectent l'enfance. (matrtaiance physique ou psychologique, travail des enfants, etc...).
- Diffusion des droits de l'homme (Enfants-Adolescents-Adultes) afin de garantir le respect et l'écoute de nos revendications.

Pauvreté : qualité de vie

- Garantir que les parents remplissent leurs obligations envers leurs enfants.
- Rendre visible et véridique la dénonciation des personnes qui exploitent les enfants. Pour cela les gouvernements doivent immiscer des recherches spécifiques, afin que les résultats n'affectent pas sur l'environnement proche de l'enfant
- Favoriser la santé par la création de centres sanitaires dans des lieux d'extrême pauvreté.
- Proportionner des éducateurs qui puissent transmettre leur savoir dans des endroits où l'analphabétisme est omniprésent.



Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

- Toutes les organisations doivent offrir un centre d'accueil aux personnes qui en ont besoin ; ce qui pourrait aider à protéger les enfants et les adolescents à vivre en sécurité, et à ne plus avoir faim.

Pauvreté : excuses et problèmes

Pour que nous puissions assumer que cette Déclaration soit le point de départ de ce que nous voulons atteindre, UN MONDE IDEAL POUR LES ENFANTS. Pour que nous éradiquions de notre monde l'idée de considérer la pauvreté comme une excuse pour justifier l'abus, et que nous acceptions qu'il s'agit d'un problème, et doit donc trouver une solution dans les plus brefs délais. Pour cela il faut donc:

- Garantir les ressources nécessaires à toutes les familles pour qu'elles puissent jouir d'une vie digne, et pour que les enfants et les adolescents puissent aller à l'école.
- Les gouvernements ont l'obligation de garantir un salaire à celui qui travaille.
- La pauvreté est un problème mondial, et nous tendons tous à l'éradiquer, pour le bien de ceux qui forment le présent et le futur.

2. SANTE

La santé est un droit essentiel pour le bon développement des personnes. Il participe également au bonheur des personnes : si une personne n'a pas une bonne santé, il est difficile qu'elle se sente bien avec elle-même et avec sa société.

Au contraire du problème de la dénutrition (qui se produit) dans beaucoup de pays en voie de développement, dans les pays riches nous nous affrontons, au contraire, à un problème de malnutrition et d'obésité.

Les enfants et les adolescents du monde entier ont droit à une attention médicale de qualité et à des soins adaptés à leur croissance et à leur bien-être dans la société.

Les services sanitaires existants, ne garantissent pas l'accès des enfants et des adolescents à la santé. Dans certains pays ou nations, les centres sanitaires se trouvent seulement dans les zones urbaines ou centrales, ce qui rend l'accès à ces centres impossible pour les personnes vivant dans des zones plus reculées.

La discrimination, professionnelle ou sociale, envers les personnes touchées par des Maladies Sexuellement Transmissibles (MST), est parfois telle que ces personnes se sentent complètement rejetées par la société. Le problème réside dans le manque d'information de la société quant à ce type de maladies. C'est pour cela qu'il est urgent d'utiliser de nouvelles méthodes pour sensibiliser au mieux la société.

L'hygiène est un outil fondamental pour la prévention des différentes maladies qui touchent les enfants et les adolescents.

Un des devoirs du gouvernement est de créer des fonds spécifiques et adaptés aux droits de l'enfance, et de garantir un équilibre et une stabilité sociale.

Nous nous centrons sur une perspective des droits de l'enfance et de l'adolescence pour proposer les points suivants:

- Le gouvernement doit investir plus de fonds dans le domaine de la santé, dans la recherche médicale, dans l'accès pour tous aux soins sanitaires de bonne qualité, dans le respect de la religion, de l'âge, du sexe, de la couleur de la peau, etc...
- Il est urgent de créer des lois qui favorisent le développement de l'attention médicale, et que ceci se reflète dans la constitution de chaque pays.
- Travailler en faveur du port du préservatif et de l'amélioration de l'hygiène. Plus d'information sur les modes de prévention, les

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

dangers, les risques, etc... Nous demandons plus d'aide pour atteindre la gratuité des différentes méthodes de contraception.

- Création de programmes publicitaires et d'information, par le biais de matériels didactiques et récréatifs dans les écoles, les lieux de travail, les familles, etc... ; et qui ait pour objectif principal la prévention et la lutte contre l'ignorance.
- Création de centres sanitaires disposant de secteurs spécialisés sur ces sujets, et proposant ainsi un traitement plus adapté et plus respectueux, favorisant l'accès aux hôpitaux et aux centres de santé, et améliorant la précarité de ces derniers.
- Nous exigeons que les gouvernements ou les grandes entreprises concrétisent des programmes d'alimentation sains et équilibrés.
- Les pays développés doivent se compromettre plus efficacement dans les programmes de coopération internationale pour le développement, respecter nos droits, et considérer les enfants et les adolescents comme des sujets de droits. Et ajouter à ces programmes, de projets de suivi et d'évaluation, développés conjointement grâce à un apprentissage partagé.
- L'accès gratuit aux services sanitaires, aux traitements, aux médicaments et à la vaccination devrait être un droit inaltérable pour tous les enfants et adolescents. Tous les vaccins et tous les médicaments devraient être gratuits. Tout enfant et adolescent doit avoir droit à une révision médicale gratuite et fréquente.
- Réalisation d'une étude sur la situation des zones rurales ou éloignées qui ne peuvent profiter du service d'attention médicale, de manière à ce que le gouvernement mette en place un plan d'action dont l'objectif serait de mettre à disposition les outils nécessaires et d'augmenter les subventions dédiées à l'attention médicale. Pour garantir la santé et l'hygiène, il est fondamental que tout le monde ait



Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

accès à l'eau potable ; il est donc urgent de rendre accessible à tous l'eau potable, partout, dans tous les pays et dans toutes les nations.

- Que les enfants puissent exprimer leur opinion, au sein des municipalités et des gouvernements locaux. Mais également lors des prévisions budgétaires de santé.

3. MALTRAITANCE

La maltraitance et la violence quotidienne que connaissent beaucoup d'enfants et adolescents à travers le monde, sont des facteurs négatifs qui influencent d'une manière irréversible nos capacités physiques et mentales.

La maltraitance provoque chez l'enfant une sensation d'insécurité et nuit à un développement social sain, en réduisant les possibilités d'interrelation avec notre entourage.

Nous tenons à vous communiquer la chose suivante:

- De nombreux enfants et adolescents ne sont pas conscients qu'ils sont des sujets de droits, simplement parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'une formation à ce sujet, mis à part le manque d'intérêt que ce sujet suscite auprès de la société adulte.
- La majorité des cas de maltraitance des enfants a été provoquée par les parents, au sein du foyer familial, ce qui nous génère une grande préoccupation dans la mesure où c'est à l'intérieur de notre foyer que nous devrions trouver les meilleures conditions qui permettent une cohabitation saine et sûre pour tous.
- Il n'existe pas d'espace d'interrelation et de soutien familial mis en place par les institutions et les gouvernements locaux, pour le

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

développement d'une conscientisation d'une éducation familiale active et permanente.

- Les conditions de travail dans lesquelles se réalisent le travail des enfants, ne garantissent pas leur sécurité ni le respect des droits établis par la Convention sur les Droits des Enfants et les autres traités internationaux.
- Beaucoup d'enfants et d'adolescents migrants ont été sujets de violence physique, psychologique et sexuelle, en plus des situations déplorables dans lesquelles ils se trouvent pour leur statut de migrants, alors que la Convention stipule clairement que les droits sont innés et qu'ils n'ont ni frontières ni limites.
- Dans les pays où l'adoption est reconnue ou autorisée, des cas d'adoption par des réseaux de pornographie infantile, et d'autres situations qui exposent les enfants à des situations nuisibles à leur intégrité morale et psychologique, ont été découverts.
- La Maltraitance n'est que tristesse et régression.
- Certains parents ont une conscience erronée, contradictoire et une formation pauvre quant aux valeurs ou à la famille.
- Les enfants et adolescents en situation de rue sont, de part leur situation, quotidiennement soumis aux abus et à la maltraitance.
- Concernant les pays récepteurs d'enfants et d'adolescents migrants, les problèmes et les différences sociales, économiques et raciales produisent des situations de violence psychologiques et physique, telle que le *bullying* par exemple.
- Beaucoup d'entre nous n'ont pas accès à une alimentation adaptée, spécialement les enfants et adolescents des pays extrêmement

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

pauvres ; ce qui nous empêche de grandir correctement, et qui constitue indirectement une forme de violence.

- Il existe un pourcentage élevé d'adolescentes qui sont enceintes à cause d'un mauvais traitement par violence sexuelle.

A TOUS CES PROBLEMES NOUS PROPOSONS LES SOLUTIONS SUIVANTES :

- Que les institutions publiques garantissent une formation spécialisée qui informe sur les droits des enfants et des adolescents, où tous participent, surtout l'enfance et l'adolescence.
- Que la société conjointement aux autorités, respectent, par le biais de décrets ou de lois, les personnes qui immigrent, sans que leur situation d'immigrés n'affecte leur sécurité.
- Que les centres de protection pour enfants et adolescents soient temporaires et garants de bons traitements.
- Enfin, nous tenons à souligner qu'il existe des opinions différentes quant à deux sujets qui nous affectent et nous préoccupent. Tout d'abord, par rapport au travail des enfants, nous n'avons pas pu nous accorder sur une vision unique et unanime de ce phénomène ; entre ceux qui défendent le droit des enfants et des adolescents à exercer un travail digne ; et ceux qui, au contraire, pensent que le travail des enfants doivent être éradiqué. Ensuite, nous n'avons pas non plus trouvé un consensus quant au thème de l'interruption volontaire de la grossesse.

4. IDENTITÉ

Lorsque nous parlons d'enfance et d'adolescence, nous devons comprendre qu'il s'agit d'un processus de formation, nous nous référons à notre identité, qui se compose de droits et de devoirs. Chacun construit sa propre identité lors du processus de développement au fur et à mesure que son sens critique se développe. Nous sommes les propres constructeurs de notre identité, qui est intimement liée aux personnes qui nous entourent et aux opportunités que nous avons.

Sur ce sujet, nous proposons les solutions suivantes:

- Personne ne doit souffrir de discrimination sous aucune raison. Nous devons tous respecter et être respectés.
- Créer des espaces de communication entre les différentes cultures, en reconnaissant notre droit à tous d'avoir notre propre culture et notre propre religion et de pouvoir l'exercer où nous le désirons.
- Reconnaître aux enfants et aux adolescents l'exercice de la démocratie, pour que nous apprenions à élire nos représentants, discuter des problèmes de nos régions respectives, de l'exercice de notre citoyenneté, afin que nous ayons tous le droit de participer sans aucune discrimination.
- Tous les enfants ont droit d'être inscrits dans le registre de l'état civil.
- Il est important d'informer les familles à propos du droit des enfants à être inscrits pour qu'ils puissent exercer leurs droits. Il est dans le devoir du gouvernement d'aller dans les villes et les villages pour faciliter aux familles cette inscription, qui devrait être gratuite et facile d'accès à toutes les familles.



Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

- L'éducation devra toujours prendre en compte les origines de la personne, vu que l'éducation est à la base de l'identité, celle qui nous définit. La reconnaissance de l'identité passe par la tolérance et le respect pour les autres identités.
- La famille tient un rôle fondamental dans la vie des enfants et des adolescents car elle offre les notions de base de la socialisation.
- Le gouvernement devrait garantir la protection et le développement des minorités ethniques de manière à ce qu'elles ne soient pas sujettes aux pressions économiques et puissent conserver leur identité.
- Que les identités et les manifestations culturelles de nos pays ne soient pas entendues comme des objets d'exposition folklorique ou comme moyens pour obtenir de l'argent.
- Que soit favorisé l'échange interculturel, non comme une assimilation, sinon comme une reconnaissance mutuelle.
- Des espaces de représentation politique devraient être cédés aux différentes cultures.
- Garantir que les espaces habités par les minorités ethniques soient maintenus et qu'ils ne soient pas détruits pour des intérêts économiques et politiques.

5. L'EDUCATION

Le manque d'éducation est à la base de la discrimination, la pauvreté et la maltraitance des enfants, une bonne éducation est ainsi nécessaire pour que le monde évolue correctement. Lamentablement, tous les enfants et adolescents n'ont pas accès à ce droit pour grandir et se développer.

La privatisation de l'éducation dans certains pays provoque une différenciation du niveau d'éducation. L'accès à l'éducation de qualité reste réserver aux personnes économiquement aisées.

Nous sommes conscients que dans l'actualité la parité soit toujours un problème au sein de l'éducation. Dans de nombreux pays, les gouvernements ne prennent pas ce fait en considération et dans d'autres cas ce sont les propres familles qui ne sont pas conscientes de cette discrimination.

L'école que nous avons aujourd'hui est une école qui n'intègre pas tous les enfants et les adolescents, elle n'est pas préparée pour profiter de la diversité (culturelle, sexuelle, des enfants handicapés, des cultures indigènes, religions différentes, niveaux sociaux), tant au niveau de l'accès que de la qualité de l'enseignement.

La formation des professeurs doit être garantie et contrôlée par des autorités compétentes et désignées.

L'espace de l'école n'est pas un espace démocratique, il est très centralisé sur la figure de l'adulte. Nous, les enfants et les adolescents, nous ressentons des difficultés à nous organiser et à faire partie des prises de décisions.

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

En référence à ce que nous venons d'exposer nous proposons les points suivants:

- L'Etat doit garantir que l'éducation soit un droit constitutionnel qui assure une éducation laïque et gratuite.
- Garantir l'exercice du droit à l'éducation.
- Il est nécessaire que les pouvoirs publics ou le gouvernement investisse dans l'éducation, pour donner plus d'opportunités d'accès à l'éducation aux enfants et aux adolescents.
- Que l'éducation se convertisse en une politique publique d'Etat et ne se limite pas à une action temporaire du gouvernement.
- Que l'Etat crée des sources de travail pour les personnes qualifiées et de cette façon les parents pourront garantir l'accès à l'éducation de leurs enfants.
- Information et formation mises à jour pour les parents et les professeurs.

Pour ces raisons l'enfance et l'adolescence exigeons que tous les gouvernements du monde se compromettent à :

- Prioriser l'éducation des enfants et des adolescents
- Garantir un espace de participation dans les écoles où les enfants pourront disposer de voix et de vote.
- Garantir une éducation de qualité, gratuite, et égale pour tous, jusqu'à l'apprentissage professionnel. Garantit également l'accès à l'éducation aux enfants et aux adolescents handicapés, aux filles mères, aux mères célibataires et aux adultes qui n'ont pas terminé leurs études.

- Promouvoir une éducation équitable et juste avec les mêmes opportunités pour tous et toutes.
- Garantir plus de postes de travail pour que l'éducation soit possible.

6. PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

Lors de ces quelques jours, nous avons pris connaissance des différents modèles de participation existants, et grâce à ces modèles nous nous interrogeons sur la participation des enfants dans le monde, et ce qui devrait changer pour qu'elle soit réelle.

Nous devrions être capables de réaliser nos rêves sans subir de pression extérieure.

Pour réaliser nos rêves nous devons croire en nous. Exiger le respect qui nous est dû pour ne pas nous sentir limités.

Nous devons être écoutés et reconnus par les autorités. Pour être écoutés il est très important que d'abord nous sachions écouter.

Nous devrions être reconnus dans les espaces de représentation populaire. La société doit céder des espaces pour que les enfants et les adolescents puissent participer aux décisions politiques de leur région. On devrait élire un représentant pour chaque région, pour qu'il puisse jouir d'une participation active tant au niveau national qu'international.

En conséquence nous proposons la chose suivante :

Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

- Aider les enfants et les adolescents à s'exprimer, à être écoutés, et respectés au même titre que les adultes, sans discrimination pour notre condition physique ou sociale.
- Les enfants et les adolescents devons être inclus dans toutes les décisions qui sont votées et faire partie de l'évaluation des processus d'incidence politique et sociale.
- Des espaces de participation démocratique doivent être créés et reconnus tant au niveau local, national, qu'international, et où tous les enfants et les adolescents pouvons intervenir sur nos droits, en étant les protagonistes, grâce à une participation constante et responsable des adultes, des enfants et des adolescents.
- Les délégués des enfants et des adolescents, et les délégués des adultes doivent travailler ensemble et débattre ouvertement des sujets ressortissants.

En prenant en compte tout ce que nous venons de décrire, nous croyons que ce qui doit changer par rapport aux modèles de participation en vigueur, est résumé ci-dessous :

- La communauté internationale doit faire pression pour changer certaines politiques qui ne favorisent pas la participation, pour cela nous suggérons un investissement et l'organisation de Conseils Nationaux de Consultation et postérieurement un Conseil Mondial de Consultation, en y ajoutant, un processus de suivi et de résolution pour le respect des garanties constitutionnelles et des droits, en assumant toutes nos responsabilités.
- Elaboration de documents qui répondent aux autorités pertinentes, et que ces propositions soient écoutées et respectées.



Barcelona, 14 - 19 / 11 / 2007

www.iiicongresomundialdeinfancia.org

- Utiliser les Médias de Communication pour créer des espaces de diffusion pour les droits de l'enfance et de l'adolescence, et pour favoriser notre participation dans tous les espaces de la société (écoles, quartiers, etc...). Et offrir formation et préparation aux professionnels sur ces sujets.
- Les organismes mondiaux doivent intégrer tous les pays équitablement et démocratiquement, et accorder une attention spéciale à l'annulation de la dette externe des pays les plus pauvres.
- Utiliser l'éducation comme un outil indispensable pour la participation et en faire la voix de la communauté.
- Des associations d'enfants et d'adolescents en faveur de la participation doivent être créées. Tous les gouvernements doivent soutenir économiquement ces associations et les initiatives qui y naissent.

Enfin, nous tenons à ajouter une derréflexion:

“ Nous, les enfants et les adolescents avons la voix et le vote en tant que protagonistes du monde présent et du monde futur, nous faisons appel à la mémoire de tous pour apprendre des erreurs du passé. Nous sommes des sujets de droits et écrivons notre propre histoire”.

Barcelone, le 19 de novembre 2007